

Burundi : Les motards victimes d'une affaire de rançon

@rib News, 11/02/2011 Pourquoi le Pouvoir des Défenseurs de la Démocratie s'en prend-il aux motards ? Par Pancrace Cimpaye

Quand je dirigeais le bimensuel "La Lumière" en 1999-2001, j'avais créé une rubrique des insolites appelée "Tien ! Tiens !". Dans cette rubrique, des faits incroyables mais vrais étaient rapportés et accrochés les lecteurs. Aujourd'hui cette rubrique des faits surprenants aurait beaucoup de sujets tellement les impairs qui jalonnent la vie politique de notre patrie sont nombreux. Tenez, Saviez-vous pourquoi les chauffeurs des taxis motos viennent d'être malmenés par le pouvoir autoproclamé du CNDD-FDD ? Saviez-vous pourquoi ces motards qui avaient pourtant été sollicités par le même parti pendant la campagne électorale sont devenus des adversaires à asphyxier ? Eh bien, ils sont victimes d'un conflit qui opposerait une des grandes maisons qui vend des motos et les hommes "forts" de Bujumbura. En effet cette maison a refusé de verser une contribution colossale qui avait été exigée lors de la campagne électorale. Aujourd'hui les négociations seraient en cours entre les deux parties. Il semblerait que l'opérateur économique serait en passe de verser une rançon que ces faucons exigent. C'est à cette seule condition que les tracasseries qui frappent les motards s'arrêteront. Au demeurant le prétexte de l'impératif sécuritaire avancé par le pouvoir est faux. Il est archi faux. A ce titre le CNDD-FDD sait très bien que quand il menait sa lutte armée, les voitures de luxe comme les Mercedes et surtout de couleur rouge (pour endormir la vigilance sécuritaire de l'UPRONA) assuraient les livraisons requises. Ils ne faisaient pas recours aux motards ! Les maîtres de Bujumbura se souviennent très bien que c'est certaines ambulances qui transportaient la logistique et non les motos ! Alors pourquoi ce pouvoir ne s'en prend pas aux moyens de locomotion qu'il utilisait au beau vieux temps pour passer dans les mailles du filet de la sécurité ? La raison est simple, ce n'est pas la sécurité qui est en jeu mais bel et bien une extorsion d'argent à l'opérateur économique qui vend des motos et assure le service après-vente. On doit lui mettre les bâtons dans les roues, l'étouffer, jusqu'à ce qu'il s'acquitte de cette contribution obligatoire. Un financement pourtant illicite, Monsieur Edouard Nduwimana ! Dans l'entre temps les familles qui bénéficiaient des recettes de ces taxis motos peuvent crever. Ainsi marche la loi au pays des DEFENSEURS DE LA DEMOCRATIE.